

Connaître son passé pour se déterminer face à l'avenir

Recherche paysanne sur l'évolution de la condition paysanne dans le cayor

I - LES GRANDES ÉTAPES DE L'ÉVOLUTION DE LA CONDITION PAYSANNE DANS LA RÉGION DE MECKHÉ (Sénégal)	4
1. LE TEMPS DE LA SOUFFRANCE PAYSANNE.....	4
1. Avant 1886 : l'héritage féodal	4
2. 1886/1918 : la mise en place du système de traite arachidière	4
3. 1918/1950 : le développement du système de la traite arachidière	4
2. LA TRANSITION VERS L'ESPOIR	5
4. 1950/1960 : Étape intermédiaire de préparation de l'Indépendance.....	5
3. DE L'ESPOIR AU DOUTE.....	5
5. 1960/1966 : la mise en place de la nouvelle organisation du monde rural	6
6. 1966/1974 : les grandes crises.....	6
4. LA TRANSITION VERS UNE NOUVELLE ÉCONOMIE ET UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ	7
7. 1974/1979 : le début de la mutation de la société paysanne	7
5. L'ENTRÉE DANS UNE NOUVELLE ÉCONOMIE ET UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ	7
8. 1979/1984 : La sortie de l'encadrement	8
9. 1984/1994 : le choc de la libéralisation (la NPA).....	8
10. 1994/2000 : un court répit avec la construction de nouvelles stratégies et la recherche de nouvelles règles du jeu.....	10
11. 2000/2004 : le deuxième choc du retour au libéralisme "dur"	11
12. 2004/2007 : la recherche hasardeuse de nouvelles chances	12
II - COMMENT UTILISER DE FAÇON PROSPECTIVE DE CETTE PREMIÈRE LECTURE DE L'ÉVOLUTION DE LA CONDITION PAYSANNE DANS LA RÉGION DE MECKHÉ ?	
QUATRE PISTES	13
1) Voir où on en est aujourd'hui : la balance des gains et des pertes.....	13
2) projection linéaire : extrapolation à partir des tendances qui se dégagent pour faire des hypothèses sur les évolutions possibles	14
3) lecture longitudinale de l'évolution historique : repérage des constantes	15
4) le "croisement" de l'histoire de la région de Meckhé et de celle de l'UGPM.....	18
CONCLUSIONS	19

Ont participé à cette recherche :

1	Abdou Diop	<i>Ndeuckou Ndiagne (président de groupement)</i>
2	Cheikh T Gaye	<i>AJAM (premier imam)</i>
3	Moustapha Diagne	<i>Deuxième imam de Meckhé</i>
4	Oumar Ndiaye	<i>Employé communal retraité</i>
5	Abibou Niass	<i>AJAM – (animateur)</i>
6	Galaye Kâ	<i>AJAM - (animateur)</i>
7	Fatou B Diop	<i>Risso - (animatrice) – présidente AJAM</i>
8	El Matar Fall	<i>Risso (président groupement)</i>
9	Codou Fall	<i>Risso (animatrice)</i>
10	Ndiakhate Fall	<i>Risso (SG UGPM)</i>
11	Modou Gaye	<i>Darou Gaye (mb. Groupement)</i>
12	Modou Ndiaye	<i>Ndiayène Lack (mb. Groupement)</i>
13	Lamine Sall	<i>Fass (animateur)</i>
14	Ibrahima Ndoye	<i>Femboul (président groupement)</i>
15	Gora Ndiaye	<i>Ndiass (membre groupement)</i>
16	Ousseynou Fall	<i>Ngadiaga (président groupement, vice-président UGPM)</i>
17	Mor Fall	<i>Tabby (membre groupement)</i>
18	Ndiogou Ndoye	<i>EGAM (président)</i>
19	David Gaye	<i>CADL Mérina Ndakhar</i>
20	Mamadou Guèye	<i>Animateur</i>
21	Assane Dieng	<i>Payene (animateur)</i>
22	Mor Sall	<i>Lissar (animateur)</i>
23	Amadou ba Ndiaye	<i>Diama Thiéne (membre groupement)</i>
24	Massamba Diop	<i>Koul (mb. Groupement)</i>
25	Daba Guèye	<i>Sinou Mbarick (animatrice)</i>
26	Adama Niang	<i>Ndeuckou Ndiagne (animateur)</i>
27	Ndiaga Diop	<i>Lonkane (mb. Groupement)</i>
28	Falilou Diagne	<i>AJAM (Président UGPM)</i>
29	Mapeinda Fall	<i>Ndia (trésorier général UGPM)</i>
30	Ndiary Samb	<i>Khandane (animateur)</i>
31	Khady Diop	<i>Sakh (femme membre groupement)</i>
32	Tanor Dia	<i>Meckhé Village (président groupement)</i>
33	Mbaye Guèye	<i>AJAM (mb. Groupement)</i>
34	Gora Guèye	<i>Khandane (président de groupement)</i>
35	Samba Mbaye	<i>(animateur)</i>
36	Kiné Seck	<i>Diama Thiéne (femme membre groupement)</i>
37	Falilou Diagne	<i>Président UGPM</i>

Animation et mise en forme : Loïc Barbedette

L'évolution du contexte :

Avant 1885	1890	1895	1900	1905	1910	1915	1920	1925	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	après 2005				
1) l'héritage féodal <i>jusque 1886</i>	2) la mise en place du système de traite arachidière						3) le développement du système de la traite arachidière						4) transition vers espoir		5) nouvelle organ.		6) grandes crises		7) mutations	8) sortie enca dcrmt	9) 1^{er} choc libéralisat.		10) répit	11) 2^{ème} choc	12) les chances hasardeuses				
	1886					1918	1918						1950	1950	1960	60	66	88	74	74	79	84	1984	1994	94/2000	2000	2004	2004	2007...

LE TEMPS DE LA SOUFFRANCE	L'ESPOIR	DE L'ESPOIR AU DOUTE	TRAN-SITION	L'ENTREE DANS UNE NOUVELLE ECONOMIE ET UNE NOUVELLE SOCIETE
---------------------------	----------	----------------------	-------------	---

L'évolution de l'UGPM

1980	1985	1990	1995	2000	2005	après 2005	
<i>1981/1985 gestion</i>		<i>1985/1988 Construction</i>		<i>1988/1994 TOURNANT</i>		<i>1995/1999 recherche nouvelles orientations</i>	
<i>2000/2007 l'UGPM se donne des axes de travail</i>							



I - LES GRANDES ÉTAPES DE L'ÉVOLUTION DE LA CONDITION PAYSANNE DANS LA RÉGION DE MECKHÉ (Sénégal)

(recherche paysanne UGPM – Meckhé, 23/25 mars 2007)

1. LE TEMPS DE LA SOUFFRANCE PAYSANNE

À partir de la dislocation de l'empire du Jolof (qui reposait sur des assises paysannes ; pouvoir local des laman), deux systèmes de traite (esclavagiste, puis traite coloniale de l'arachide) très défavorables au paysan vont se succéder jusqu'au milieu du XX^{ème}

1. Avant 1886 : l'héritage féodal

Depuis la fondation du Cayor (1549), le pouvoir politique des *damel* ne s'intéresse pas à l'agriculture mais tire parti de la traite esclavagiste. De ce fait, les ressources naturelles ne seront pas surexploitées ("il y a trop d'arbres"), mais les paysans seront en permanence exposés aux razzias des *ceddo* et vivent dans la crainte et la misère. L'arachide est déjà connue (1609).

À la fin de cette période, les premiers comptoirs commerciaux s'installent à Meckhé, amorçant l'ère de la traite de l'arachide (investissements minima du fait de l'insécurité). Le mouridisme est fondé en 1883.

La mort de Lat Dior (1886) marque la fin de la résistance de la féodalité à la conquête coloniale. Celle du dernier prince esclavagiste (Ndiery Fall, 1904) signe la fin de l'ère de l'esclavage.

2. 1886/1918 : la mise en place du système de traite arachidière

La création de la ligne de chemin de fer Dakar/St Louis en 1886 (1885?) ouvre la possibilité de l'exploitation économique du futur bassin arachidier. Meckhé occupe une position centrale sur ce nouvel axe qui détermine l'intérêt des traitants pour y établir leurs comptoirs et scelle sa vocation de place commerciale. Le colon s'intéresse à la culture de l'arachide. Une alliance se crée entre les féodaux et le pouvoir colonial, qui ouvre ses écoles aux fils de chefs (1890 : école de St Louis, 1911 : école de Meckhé ; la même année, Meckhé-ville est érigée en commune) et avec les traitants : les *djarafs* contrôlent la production et la distribution des semences et imposent la culture de l'arachide dans les villages. Les comptoirs de Meckhé se consolident (investissement des traitants dans les constructions).

En 1916, le colon crée la "société indigène de prévoyance".

La société paysanne connaît une nouvelle ponction humaine à la fin de cette période avec les recrutements militaires (guerres 14/18). La peste sévit en 1915.

Pendant cette période, la confrérie mouride se manifeste déjà par son intérêt pour les travaux de la terre (premiers *daras*) et demeure un symbole de résistance au pouvoir colonial (1895 : exil de Cheikh Ahmadou Bamba)

3. 1918/1950 : le développement du système de la traite arachidière

L'imposition de la culture de l'arachide se renforce en utilisant la force des *djarafs* et de leurs spahis. Le pouvoir religieux se rallie à la politique arachidière (multiplication des *daras*). Les traitants de Meckhé collectent l'arachide de l'Océan jusqu'à Touba (transport à dos de chameau). Les commerçants syro-libanais s'installent à Meckhé (à partir de 1930) et instaurent un système d'avance sur les récoltes à venir pour les dépenses de production

(matériel) et de consommation qui fidélise les producteurs et introduit de nouvelles habitudes de consommation de biens offerts dans leurs boutiques (vêtements, bijoux...) ; Un rapport de dépendance s'établit entre le paysan et "son" traitant (crédit soudure avec mise en gage du matériel et des bijoux). C'est le temps du "crédit Batignoles".

Les activités liées à la traite de l'arachide assurent le plein emploi en ville (commis, porteurs, manutentionnaires...). Les grands travaux (route Dakar St Louis – 1939/1940) sont cependant toujours assurés avec la main d'œuvre réquisitionnée pour les travaux forcés.

Les premiers semoirs mécaniques apparaissent en 1931 (semoirs Fabre).

C'est également le début de la monétarisation de l'économie paysanne.

Le monde paysan continue de souffrir. La peste frappe jusqu'en 1927. Une nouvelle ponction humaine survient avec les recrutements militaires pour la guerre 39/45 ("*on pleure dans les villages*")

On entre alors dans une période particulièrement sombre pour les paysans entre 1941 et 1945 (plus de vêtements à partir de 1941 ; réquisitions pour les soldats en 1942 - Commandant Co ; famine Gomis de 1943 à 1945 ; pluies de contre saison en 1942 et 1944 ; variole en 1944). La pénurie ne cesse pas avec la paix : les tickets de rationnement subsistent après la guerre jusqu'en 1947.

La grande grève des cheminots (1944), que ne peuvent pas manquer de connaître les paysans riverains de la voie de chemin de fer, révèle la capacité de résistance des ouvriers à l'exploitation

2. LA TRANSITION VERS L'ESPOIR

L'engagement du Sénégal aux côtés de la France Libre, (et le retour des anciens combattants qui ont découvert la métropole sous un jour nouveau), l'émergence d'une élite africaine politiquement engagée (Lamine Gaye, Senghor), les premiers ferments de résistance (ouvrière – en lien avec le mouvement ouvrier international, paysanne) remettent en cause l'ordre colonial.

4. 1950/1960 : Étape intermédiaire de préparation de l'Indépendance

Certains villages (dont Risso) résistent à l'autorité du *Djaraf* de Koul (qui meurt en 1956). L'oppression du paysan se relâche. Les travaux forcés sont abolis en 1950. La même année, Meckhé-ville est électrifiée. Les paysans, à qui il a promis le changement, portent Senghor au Parlement français en 1951.

Les méthodes culturales évoluent (introduction des animaux dans les travaux agricoles à partir de 1950, mais l'agriculture reste précaire (1953 : grand manque de semences).

Une évolution positive de la politique coloniale (Loi Defferre en 1956) se traduit notamment dans cette période par une forte intensification de la scolarisation des enfants dans la région.

Les comportements alimentaires évoluent (farine usinée et premières boulangeries traditionnelles à partir de 1954). En fin de période (à partir de 1967), apparition des "radios communautaires" dans les villages et début de l'envahissement de nouveaux produits de consommation importés (montres, transistors, gadgets...). Les déplacements commencent à se faire en véhicules (camions... ; première gare routière de Meckhé en 1959)

3. DE L'ESPOIR AU DOUTE

S'ouvre avec l'indépendance la grande période du "programme agricole". Le nouvel État mise sur le développement de l'agriculture, et notamment de l'arachide, pour soutenir le développement du pays : le paysan, notamment celui du bassin arachidier, devient pour lui un acteur à "encadrer", et beaucoup de moyens (humains, techniques, législatifs, financiers)

sont affectés à cet encadrement. Cependant les résultats, réinvestis dans d'autres secteurs, ne profitent que partiellement au paysan et ne seront pas à la hauteur de ses espérances.

5. 1960/1966 : la mise en place de la nouvelle organisation du monde rural

L'État mise sur l'arachide pour promouvoir le développement. Il met fin au système de la traite (1960 : sénégalisation de la commercialisation de l'arachide ; les traitants quittent Meckhé), promeut une nouvelle organisation du monde rural avec la création des coopératives (Loi de 1963 sur les coopératives ; première coopérative vers 1964, et premiers seccos en 1966 dans la région de Meckhé), organise la gestion des terres (loi sur le domaine national, 1964), et promeut l'équipement des paysans dans le cadre du "programme agricole" lancé en 1960 (émergence du machinisme agricole avec la houe sine en 1961 ; machine à houe et engrais chimiques à partir de 1965 ; multiplication progressive des charrettes hippomobiles à partir de 1961 ; introduction nouvelles variétés d'arachide – "Fourrier").

Pendant cette période, l'espoir paysan est très fort.

Cependant, trois signaux alertent :

- dès 1963 : début de l'exode rural¹ (emploi simultané en période de récolte de main d'œuvre temporaire venue notamment de Casamance)
- 1965 : premiers signes de baisse des rendements (problèmes de fertilité, concomitants avec l'introduction engrais chimiques)
- la forte injection de crédits de campagnes et de crédits d'équipements amène le paysan à s'endetter.

La rentabilité de l'arachide baisse (ceci correspond également à une baisse des cours mondiaux de l'arachide et à la détérioration des termes de l'échange)

6. 1966/1974 : les grandes crises

Deux grandes crises, l'une sociale, l'autre écologique vont "casser" l'espoir et faire naître la désillusion paysanne :

- en 1966/67 (avec des prolongements jusqu'en 1971), le **malaise paysan** : les paysans refusent de payer leurs dettes, la probité du système coopératif et l'efficacité de l'encadrement (pénurie matériel agricole en 1968) sont mis en accusation par eux. S'ensuit une forte répression (les marabouts prennent le parti des paysans – instauration du marché parallèle de l'arachide à Touba). Les élèves se mettent à leur tour en grève en 1968. Le pouvoir met tout en œuvre pour apaiser le monde paysan : annulation de la dette, réforme des CER (deviennent CERP) en 1969, création de la radio rurale et de l'émission "dissoo" qui canalise l'expression du mécontentement paysan. Création de la SODEVA en 1966 (?). C'est à cette même période (1969) qu'est testée la formule des communautés rurales à Méouane. Elle est étendue à toute la région de Thiès en 1972.
- Après une première alerte à la sécheresse en 1966, à partir de 1972 commence la **grande sécheresse** dont les effets culminent en 1973 (disparition du cheptel, déficit vivrier, pénurie approvisionnement vivres en 1973). Il y a d'importants déplacements de populations pendant la sécheresse (des villages entiers se déplacent). Cette grande sécheresse cesse en 1974. Elle va avoir des effets déterminants dans les évolutions à venir.

¹ Peut aussi être mis en rapport avec la scolarisation à l'époque précédente

4. LA TRANSITION VERS UNE NOUVELLE ÉCONOMIE ET UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Le grand tournant qui va faire passer cette région dans une autre logique économique et sociale s'amorce avec les conséquences de la sécheresse : désormais, rien ne sera plus pareil pour le paysan du Cayor.

7. 1974/1979 : le début de la mutation de la société paysanne

Les cinq années qui suivent la sécheresse ne sont pas les plus défavorables : il y aura des récoltes record (1978), un important effort d'investissement est fait par l'État pour assurer l'approvisionnement en eau potable dans les villages (puits hydrauliques villageois). Introduction de nouveaux outils ("souleveuses" pour déterrer l'arachide → effets sur la main d'œuvre).

Mais ce qui caractérise le plus profondément cette période, ce sont les conséquences profondes du choc de la sécheresse sur les mentalités et les comportements. Le paysan commence à douter de l'agriculture² et à rechercher de nouvelles stratégies. On assiste à une accélération de l'exode, et l'autorité des chefs de famille s'affaiblit (tolérance à l'absence pendant les travaux d'hivernage). À la faveur des lotissements des villages (qui remontent à 1972), la segmentation des familles s'accélère. Les comportements sociaux changent. Ceci est particulièrement remarquable du point de vue des comportements alimentaires : la consommation de riz (acheté) devient une habitude, celle du pain se répand (première boulangerie industrielle à Meckhé en 1975). Avec l'introduction des premières batteuses à mil (à partir de 1976), les greniers commencent à disparaître dans les villages ("*le grenier, c'est la poche*"). L'alimentation du bétail se modifie également (enveloppes de mil). Cependant, le cheptel (qui représentait une épargne familiale) n'est pas reconstitué.

C'est dans cette période qu'émerge discrètement sur le plan national la première génération d'organisations paysannes (création de la FONGS en 1976). Dans la zone de Meckhé, les premières réflexions apparaissent autour d'exodants dans certains villages (par exemple à Risso, dès 1978, autour de la question de l'accès à l'eau des femmes).

5. L'ENTRÉE DANS UNE NOUVELLE ÉCONOMIE ET UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Ce sont des facteurs extérieurs qui vont précipiter le passage à une nouvelle phase de l'histoire de cette région déjà annoncée par la précédente période de transition. En 1979, le FMI, totalement acquis à une conception libérale de l'économie, impose de concert avec la Banque Mondiale à tous les pays du Sud dont l'économie dépend de leurs facilités financières une réforme en profondeur des structures économiques (pour faire jouer pleinement les règles du marché) et de l'État (désengagement). Au Sénégal cela se traduit en 1979 par le "plan de redressement économique et financier" (PREF) imposé par le FMI. Le pouvoir politique sénégalais (fin de l'ère Senghor, élection d'Abdou Diouf en 1981), soucieux de ne pas s'aliéner sa base électorale (essentiellement rurale : dernière annulation de la dette paysanne en 1981) n'entrera cependant que progressivement dans la nouvelle logique mondiale et tergiversera dans un premier temps dans l'application des mesures de libéralisation.

² les conséquences psychologiques du choc de la sécheresse sont importantes sur l'identité paysanne puisque le paysan est ébranlé dans sa relation à la nature. Elles seront encore plus fortes sur les éleveurs qui mettront beaucoup plus de temps à reconstituer leur cheptel que les agriculteurs n'en mettront à retrouver des années de bonnes récoltes.

8. 1979/1984 : La sortie de l'encadrement

L'essentiel des réponses de l'État aux injonctions des institutions de Bretten Woods ne concerne pas le monde rural. L'une d'elle va cependant toucher la zone : la fermeture du chemin de fer Dakar St Louis (progressive entre 1981 et 1983)

La première concession affectant le monde rural consentie aux pressions internationales sera en 1979 l'arrêt du "programme agricole" et la dissolution de l'ONCAD. À partir de là commence la chute du capital semencier. Les paysans de la région connaissent rapidement des difficultés pour accéder aux intrants et leur production agricole chute. L'un des signes de l'affaiblissement du revenu agricole des familles se lit dans leur incapacité à s'acquitter de la taxe rurale entre 1980 et 1986. En 1981, pour la dernière fois, l'État annule la dette paysanne. En 1982, l'usine des ICS (engrais chimiques) est créée à Taïba.

L'action publique en direction du monde rural se déplace vers l'apport d'équipements individuels et collectifs : adduction d'eau (1980 : premiers forages, 1983 : canalisation à partir du Lac de Guiers – On surnomme A. Diouf "*Monsieur forage*") ; petits équipements visant à alléger le travail de la femme (le Ministre de la promotion féminine – Mame Toulaye Guene, qui est originaire de la région de Thiès – et surnommée "*Madame moulin*"). Les efforts de formation (alphabétisation), d'équipement et d'organisation des femmes (1982 : formalisation des GPF), l'organisation de la prévention sanitaire (comités de santé, 1982), sont notables pendant cette période où les CERP sont également encore très actifs.

La fonction publique (où beaucoup d'enfants du pays se sont faits une place) n'est pas encore touchée par les mesures d'ajustement structurel, et le fonctionnaire, qui apporte de l'argent au village³, y joue un rôle social important. C'est également la période où les fêtes religieuses (Gamou) commencent à être utilisées pour obtenir des parrainages et de l'argent. On observe une nouvelle vague d'exode dans cette période.

La dépendance des familles par rapport aux apports non agricoles s'accuse de cette façon. La FONGS aide à cette période ses organisations membres à poser la question de la "revalorisation de l'identité paysanne" (le "*qui sommes-nous ?*" de Cissokho).

→ *Quand l'histoire de l'UGPM croise l'histoire paysanne de cette partie du Cayor*

C'est dans cette période que naissent les organisations fondatrices de l'UGPM (l'AJAM en 1981, l'AJR en 82), et qu'elles adhèrent à la FONGS. Le "chantier d'études paysannes" organisé à la suite de la rencontre de Thiès provoqué par l'IRED en collaboration avec la FONGS en 1982 favorise leur rapprochement. Le retour à une agriculture respectueuse de l'environnement permettant aux jeunes de vivre au village (AJAM et AJR sont des "associations de jeunes") constitue alors le thème fort de leurs réflexions et de leurs actions: il prend bien en compte le désarroi causé pendant cette période par l'entrée dans une nouvelle logique économique et sociale dans laquelle l'agriculture arachidière n'est plus porteuse et où l'exode rural des jeunes a pris une grande importance. La future UGPM est déjà en gestation.

9. 1984/1994 : le choc de la libéralisation (la NPA)

L'État sénégalais franchit un pas décisif en 1984 en adoptant la "nouvelle politique agricole" (NPA) qui fait entrer de plein fouet le secteur rural dans la libéralisation. Les premières mesures qui vont toucher le paysan seront la suppression des sociétés de développement (la SODEVA va cependant encore subsister quelques temps), et surtout la création de la CNCAS (Caisse nationale de crédit agricole) qui offre un crédit rigide aux producteurs dont l'endettement va s'accuser les mauvaises années de récolte (notamment à la suite de l'invasion acridienne de 1987/88). En 1984, la réforme de la loi sur les coopératives (création des "sections villageoises") et la loi sur les GIE visent à "responsabiliser" les paysans sur le

³ auparavant déjà le fonctionnaire apportait de l'argent au village, mais il repartait toujours en ville avec des vivres produits au village. Ceci n'est plus le cas.

plan économique ; en fait ces derniers se sentent "sevrés sans avoir été préparés". En 1989, il est mis fin à la stabilisation des prix du riz, denrée agricole devenue essentielle dans la consommation et le budget familial

C'est une période très défavorable à l'agriculture et où l'endettement du paysan s'accroît fortement.

Mais c'est aussi au cours de ces dix années que **se construisent les modalités d'une économie rurale qui n'est plus basée sur l'agriculture** et où se développent au niveau des familles de cette zone des "stratégies non agricoles".

- d'une part, la **femme** joue à travers ses activités économiques un rôle important dans la constitution du revenu familial, ce qui a des répercussions sur son statut au sein de la famille.
- **Les formes de mobilité se modifient.** Certaines familles envoient leurs enfants dans d'autres régions (ou en ville, notamment à Dakar) pour qu'ils y acquièrent une qualification afin d'exercer de nouveaux métiers. Des jeunes s'installent à St Louis ou à Mbour pour y exercer la pêche. Des familles entières se déplacent pour s'installer à Touba. Enfin, c'est la période où commencent les **migrations**, orientées vers d'autres pays d'Afrique (Gabon, Côte d'Ivoire, Burkina, Zaïre – recherche de l'or).
- On assiste à une forte relance de l'**artisanat**, notamment des travaux du cuir et du fer. Les forgerons locaux fabriquent des machines agricoles et des charrettes (concurrentent la SISMAR sur laquelle "on ne compte plus"). Des enfants de "geer" (hors castes) acceptent de pratiquer ces métiers traditionnellement réservés aux "neeno" (gens de castes) : on est bien entré dans une "société nouvelle".
- Sur le plan du **commerce**, la guerre senégalo-mauritanienne de 1989 va avoir pour conséquence de faire passer les filières commerciales maures aux mains de sénégalais. Des premiers essais de commercialisation de cultures vivrières (qui sont devenues des produits de rente : mil, niébé, manioc) et de produits agricoles transformés (huile) vont connaître des échecs

Les transformations sociales amorcées dans les deux périodes précédentes se poursuivent. Vers 1987, les greniers ont à peu près totalement disparu des villages. L'agriculteur est devenu "**plus acheteur que vendeur**".

→ **Quand l'histoire de l'UGPM croise l'histoire paysanne de cette partie du Cayor (suite)**

*C'est au début de cette période que se crée l'UGPM, sur la base d'un "programme commun" (qui dessine des orientations, mais n'est pas conçu pour rechercher des financements). Elle est dans sa **phase de construction** et investit dans la formation de ses animateurs (grâce aux apports de SIX 5 et de la fondation Ford), tout en poursuivant ses actions dans la ligne de la période précédente (promotion d'une nouvelle agriculture durable). À travers les actions qu'elle promeut (banque de céréales en 1987, année de l'invasion acridienne, ligne de crédit FONGS pour l'accès aux semences en 1988, et distribution de vivres de soudure (programme FONGS) atelier sur l'autopromotion paysanne en 1988, fonds PEW qui permet d'implication des femmes) l'UGPM réagit rapidement aux difficultés que rencontrent les paysans face aux difficultés de cette période et est bien en phase avec l'affirmation de l'importance du rôle de la femme. En 1989, elle expérimente une première action d'appui à deux familles (financement ADF). À travers ces actions, elle étend son influence (elle passe de 5 groupements fondateurs à 27 groupements en 1988).*

*La participation de l'UGPM à un premier travail sur l'auto-évaluation en 1988, puis à la grande auto-évaluation de la FONGS de 1990, conduit l'UGPM à prendre du recul par rapport à des activités de type "projet" jusqu'alors émiettées. Elle participe à la table ronde de Thiès de 1991 au cours de laquelle la FONGS impulse l'approche "programme". Ceci va marquer un **tournant** dans l'évolution de l'UGPM. En effet, elle élabore son premier programme (programme agro-écologique) et trouve un financement (FDH/Union Européenne). La pépinière centrale de RISSO se créera dans ce cadre de ce programme.*

→ *Quand l'histoire de l'UGPM croise celle du mouvement paysan sénégalais*

La "table ronde de Thiès" de la FONGS à laquelle participe l'UGPM en 1991 prépare indirectement la création, en 1993, du CNCR. Le mouvement paysan dispose alors d'une voix unique pour interpeller les pouvoirs publics au nom des intérêts du monde rural.

10. 1994/2000 : un court répit avec la construction de nouvelles stratégies et la recherche de nouvelles règles du jeu

L'événement qui va faire passer à une nouvelle étape de l'évolution de cette région, mais aussi de toutes celles dont l'économie rurale s'est monétarisée⁴, est d'origine externe : c'est la **dévaluation** du franc CFA de 1994. Elle a des effets différents selon les secteurs d'activités et les acteurs. Certains commerçants de la zone vont immédiatement en tirer profit au détriment des paysans en trompant ces derniers sur la nouvelle valeur du franc et en spéculant sur les stocks constitués (ils investissent alors et assurent durablement leur maîtrise du commerce). Par contre les familles paysannes dont des enfants sont partis en migration en Europe vont bénéficier du nouveau taux de conversion du franc qui double la valeur des "mandats". En effet, cette période est marquée dans cette zone par l'**évolution des migrations qui s'orientent vers l'Europe**. C'est également une période où s'accroissent les déménagements de familles vers Touba.

C'est à cette époque que l'on commence à parler de "**pauvreté**". C'est sans doute celle où se creusent les **inégalités**. En effet certains villages commencent à bénéficier des retombées des migrations (équipements).

L'économie familiale se modifie profondément. Elle repose de plus en plus fortement sur les apports des revenus non agricoles. C'est à cette époque que l'on commence à parler des "A.G.R." (les "activités génératrices de revenus"), qui sont notamment (mais pas exclusivement) conduites par les femmes.

L'économie locale continue également d'évoluer. On organise l'exportation de produits artisanaux (notamment la vannerie) vers l'Europe (Espagne). Des charretiers mettent en place des filières d'approvisionnement vivrier vers Dakar où ils s'établissent. Ils développent le transport de sable (pour la construction), et peu à peu investissent dans l'achat de véhicules (taxis). Les télé-centres et points-phones commencent à se multiplier et favorisent l'intensification des communications à distance, jusque dans certains villages.

Ce sont ainsi de nouvelles stratégies individuelles et familiales qui se cherchent.

C'est également une période où les ONG (Word Vision) et des projets étatiques interviennent dans la région (nouveaux forages) et où les systèmes financiers décentralisés commencent à offrir des petits crédits qui favorisent le développement d'initiatives et d'activités génératrices de revenus.

De nouvelles organisations paysannes apparaissent dans la région (EGAM, FADEC)

Sur le plan national, l'État cherche à redéfinir les rapports avec les régions, et fait adopter la loi de 1996 "approfondissant" la régionalisation. Les OP, qui jusque là s'étaient tenues à l'écart des communautés rurales, présentent des candidats aux élections des conseils ruraux dont ils prennent la présidence (Koul, 1997). Avec l'avènement du CNCR, le mouvement paysan fait des avancées importantes et s'impose à l'État et à ses partenaires internationaux (notamment la Banque Mondiale) comme un interlocuteur incontournable. Ceci permet aux paysans d'être représentés dans les négociations sur le PASA et le PISA dès 1995, et surtout de peser dans l'orientation du PSAOP en 1997. Par ailleurs à partir de 1997 le dialogue se construit entre l'État et le monde paysan à travers les rencontres annuelles entre le Chef de l'État et les représentants du monde paysan. De nouvelles règles du jeu se

⁴ Ainsi au Tchad, où l'on a conduit des études similaires en 2002, les effets de la dévaluation de 1994 sont beaucoup moins sensibles dans les histoires paysannes, notamment dans les zones d'élevage du Nord du pays.

définissent, assouplissant les rigueurs d'un libéralisme dogmatique, et en 1997, l'État élabore un "programme de relance agricole".

La région va au moins bénéficier de deux retombées de ces actions nationales du mouvement paysan : le programme de phosphatage de fond (inclu dans le programme de relance agricole), et la création en 1999 du CLCOP de Koul (PSAOP)

→ **Quand l'histoire de l'UGPM croise l'histoire paysanne de cette partie du Cayor (suite)**

Après la période de gestation qui a prélué à sa naissance entre 1981 et 1985, puis celle de construction de 1995 à 1991, enfin le tournant qui intervient en 1991/93 avec le "passage aux programmes", l'UGPM entre dans une quatrième phase de son évolution en 1995 avec la construction de son siège. Au moment où dans la société englobante s'élaborent de nouvelles stratégies et se cherchent de nouvelles règles du jeu, cette nouvelle étape est pour l'Union de Meckhé celle de la recherche de nouvelles orientations. Cette recherche se fait dans trois directions principales.

- *Dès 1995, l'UGPM entreprend une réflexion sur les systèmes de financements décentralisés (voyage d'étude au Mali, Bénin, Casamance ; premiers contacts avec la SIDI), et crée avec les MUSO une formule originale de caisses qui prend en compte la question de la "pauvreté" (caisse rouge). Ce processus aboutira en 1999 avec l'assemblée constitutive de la CREC.*
- *Une ligne d'action en direction des familles se développe progressivement à partir de l'accueil à Meckhé de l'atelier FONGS sur le "niveau le plus pertinent de planification", avec le programme d'équipement agricole visant l'équipement des familles (lettre de garantie SOS FAIM, 1997), l'accueil à Meckhé de l'atelier sur le développement durable (I.Seck, H. Dupriez, 1997), et les premiers financements LEFA de 1998. Parallèlement, l'UGPM poursuit sa réflexion sur les systèmes de production et conclut en 1998 un accord de partenariat avec l'ISRA. pour entreprendre des recherches paysannes.*
- *L'évaluation externe de 1998 repose le problème des jeunes et de leur qualification, et le programme PAPA offre l'opportunité d'ouvrir 15 classes d'alphabétisation.*

Dans cette même période au cours de laquelle la taille de l'UGPM continue de s'accroître (47 groupements en 1994), l'UGPM négocie son deuxième programme biennal (1996/1997)

→ **Quand l'histoire de l'UGPM croise celle du mouvement paysan ouest africain**

En 1994, l'UGPM accueille les délégués paysans d'Afrique de l'Ouest qui se préparent à participer à la conférence du CILSS de Praia. Cette conférence verra naître dans chaque pays du CILSS les "plates-formes paysannes" qui constitueront l'ossature du futur ROPPA, qui sera créé en 2000 et dont le président, Ndiogou Fall, est un des membres fondateurs de l'UGPM.

11.2000/2004 : le deuxième choc du retour au libéralisme "dur"

On entre ici dans l'histoire immédiate, dont il est toujours plus difficile de déchiffrer le sens car on manque de recul pour le faire. Cette nouvelle phase est ouverte par l'**alternance politique** qui va remettre en question la plupart des acquis paysans de la phase précédente. La base électorale qui porte au pouvoir le Président Wade n'est en effet plus rurale, et les premières priorités du nouveau gouvernement ne sont pas orientées vers le monde paysan qu'il connaît mal. Ceci va très rapidement se traduire pour les paysans de tout le bassin arachidier par les conséquences désastreuses d'une politique hâtive de déstructuration de la filière arachidière, avec la suppression de la SONAGRAINES et la privatisation non préparée de la commercialisation de l'arachide en 2002 (difficiles opérations "carreau-usine"). L'arachide n'est pas collectée, ou lorsqu'elle l'est les paiements sont effectués dans de mauvaises conditions (bons impayés). Le **capital semencier** disparaît en 2002. Il n'est pas certain que cette zone, qui déjà ne dépendait plus principalement sur le plan

économique de l'arachide, soit celle qui en ait le plus souffert, mais elle en a été affectée. En outre les différents "programmes spéciaux" lancés par l'État à partir de 2001 (maïs, niébé, manioc) ne sont pas des succès techniques. Les pluies de contre-saison de 2002 aggravent la situation de l'agriculture et entraînent des pertes de bétail.

Dans cette même période il y a rupture du dialogue entre l'État et le mouvement paysan. Le seul fil qui permet à ce dernier de maintenir certains acquis du passé est celui des accords passés entre l'État et la Banque Mondiale autour du PSAOP. Le programme de mise en place des CLCOP se poursuit ; en 2000 l'ANCAR est créée, et en 2003 les paysans de la région retrouvent un interlocuteur technique avec l'installation du CAR.

Pour le reste, les évolutions antérieures se poursuivent. Les effets des apports des migrants dans les villages sont plus visibles. De nouvelles technologies apparaissent dans les villages (énergie solaire, téléphone portable).

12. 2004/2007 : la recherche hasardeuse de nouvelles chances

Le présent immédiat, ouvert par la nouvelle invasion acridienne de 2004 qui a permis de constater que les systèmes d'alerte mis en place par le passé ne fonctionnaient plus, est particulièrement porteur d'incertitudes.

Un espoir est apparu pour les paysans lorsqu'en 2004 le dialogue a semblé se renouer entre le mouvement paysan et le pouvoir politique avec la préparation de la LOASP qui marque des avancées réelles dans la définition des droits du paysan. Cependant elle n'a pas été suivie jusqu'à présent des décrets d'application attendus, et les plus grandes inconnues pèsent sur les orientations qui seront prises, en dehors de toute concertation avec le monde paysan, en matière de réforme de la loi foncière prévue par la LOASP.

Depuis les drames de Ceuta et Melilla d'octobre 2005 et la fermeture brutale des voies d'émigrations, les jeunes cherchent au péril de leur vie leur chance à travers l'émigration clandestine.

Le "plan REVA" a été présenté en 2006 comme la nouvelle chance offerte au monde rural, et le résultat des élections présidentielles de 2007 ne laissent pas entrevoir une alternance à l'alternance.

On relève enfin que certains cherchent leur chance dans la spéculation foncière, qui s'est fortement accrue ces dernières années.

→ **Quand l'histoire de l'UGPM croise l'histoire paysanne de cette partie du Cayor (suite)**

La tonalité de la dernière phase de l'histoire de l'UGPM, qui commence en 2000 avec une assemblée générale déterminante, contraste singulièrement avec celle, très "désorientée", des deux dernières étapes de cette histoire paysanne de la région. En effet cette cinquième phase de l'histoire de l'Union de Mekhé est celle où l'UGPM se donne des axes de travail.

Quatre sont clairement définis dès 2000 :

- 1) l'appui à l'exploitation familiale et à la transformation des systèmes de production, qui va rapidement se concrétiser dans le programme Kiiraayu Kërgi, renforcé en 2004 dans le cadre du partenariat avec l'UPA/DI*
- 2) le développement du système de financement autogéré (poursuite du programme CREC ; appui au refinancement par la SIDI en 2002 ; appui AQUADEV en 2002)*
- 3) la communication/formation, plus particulièrement orientée vers les jeunes, avec en perspective la réalisation d'un centre de formation*
- 4) l'appui aux collectivités locales (favoriser la participation pour réussir la décentralisation) ; des actions d'information et de formation en direction des élus et des responsables locaux seront entreprises entre 2001 et 2004.*

Deux nouveaux axes vont se préciser par la suite :

- 5) en 2002, l'étude sur la soudure ("les paysans racontent la soudure") prélude au lancement en 2003 du programme soudure endettement, qui vient compléter l'axe d'appui aux familles et*

prend en compte la question de la pauvreté.

6) en 2005 (?) le programme énergie solaire visant l'équipement de villages en plates-formes multifonctionnelles et de familles en panneaux individuels pour l'éclairage et lancé, et une équipe technique est formée en 2006.

Dans cette même période, l'équipe d'animateurs de l'UGPM est renforcée, et un appui institutionnel est apporté par l'UPA/DI (Canada) à partir de 2004.

En 2005, l'UGPM avait atteint sa "jauge" actuelle avec 82 groupements membres.

(à suivre...)

II - COMMENT UTILISER DE FAÇON PROSPECTIVE DE CETTE PREMIÈRE LECTURE DE L'ÉVOLUTION DE LA CONDITION PAYSANNE DANS LA RÉGION DE MECKHÉ ? QUATRE PISTES

1) Voir où on en est aujourd'hui : la balance des gains et des pertes

Depuis que cette région est entrée dans la "nouvelle économie" et la "nouvelle société" (la date de référence choisie est 1984), tout le monde a gagné et perdu certaines choses. On a donc cherché à établir collectivement la "balance des gains et des pertes" pour plusieurs acteurs individuels et collectifs.

		GAINS	PERTES
Acteurs collectifs	Région, communautés rurales		Beaucoup perdu
	Villages	Plutôt perdu	
Acteurs socio-économiques	Familles		Beaucoup perdu
	Chefs de famille		Beaucoup perdu
	Femmes ⁵	Plutôt perdu	
	Jeunes	Plutôt gagné	
	Artisans	Gagné	
	Commerçants	Beaucoup gagné	
Organisations paysannes	OP de la zone		Récemment perdu
	UGPM	Beaucoup gagné	

(appréciation faite collectivement les 26 et 27 mars 2007)

⁵ La conclusion selon laquelle les femmes auraient plus perdu est plutôt en contradiction avec ce que révèle la reconstitution de l'histoire paysanne. Elle n'a pas été partagée par tous les participants à cette recherche.

Ce premier type de prolongement de la recherche historique donne simplement des *indications*. Les arguments qui ont été préparés par les groupes qui ont travaillé sur chaque type d'acteurs et les plaidoiries des "avocats" des gains et des pertes constituent une source intéressante (mais à enrichir) pour approfondir l'analyse des effets sur les différentes catégories d'habitants des évolutions en cours.

2) projection linéaire : extrapolation à partir des tendances qui se dégagent pour faire des hypothèses sur les évolutions possibles

Ce travail de "prospective" n'a pas été fait à l'UGPM. D'autres associations paysannes l'ont réalisé (UJAK en 2001, FAPAL en 2002), selon la méthodologie suivante :

Le montage de l'exercice de prospective à la FAPAL (2002)

o La progression de l'exercice :

L'exercice s'est déroulé sur une journée en trois étapes :

- étape 1 : construction d'un premier scénario autour de l'hypothèse : "*si on ne fait rien, quelle sera la situation en 2012 ?*" (simple prolongement des tendances de l'évolution)
- étape 2 : construction d'un deuxième scénario autour de l'hypothèse : "*si on laisse faire ceux qui décident les politiques, quelle sera la situation en 2012 ?*" (on avait pris comme référence le NEPAD⁶)
- étape 3 : quelle position FAPAL peut-elle prendre : *que peut-elle accepter ? que ne peut-elle pas accepter ?*

o Le travail sur les scénarios (étapes 1 et 2)

La travail *sur chaque scénario* s'est fait en trois temps :

- 1) introduction de données de départ : sous forme d'exposés visualisés (présentation de tableaux, distribution de documents).
- 2) Exercice d'identification des conséquences de l'hypothèse du scénario sur l'évolution de l'économie et de la société : chaque participant exprime individuellement par écrit sur carte tout type de conséquence logiquement envisageable
- 3) Exploitation et enrichissement des idées émises : La grille d'exploitation suivante a été préparée, et les cartes sont reclassées en fonction d'elle et collées sur un grand tableau que l'on commente et que l'on complète à travers la discussion :

Évolution des BASES DE RESSOURCES :		Terre, eau, infrastructures et équipements, capital...
Évolution des ACTIVITES ECONOMIQUES :		Production, échanges, prix, rémunération...
Évolution des SERVICES :		Techniques, économiques, sociaux
Évolution de la VIE SOCIALE :		Population/démographie, mouvements de population, rapports sociaux, sécurité, valeurs/règles, qualité de la vie
Évolution des ACTEURS	Familles :	Famille élargie, famille restreinte...
	Organisations paysannes :	Organisations professionnelles, groupements, FAPAL, autres OP
	Pouvoirs locaux :	Pouvoirs traditionnels, conseil rural, pouvoirs informels...

o Le travail de conclusion (étape 3)

Deux exercices sur cartes concluent ce travail. Le premier pose la question "*qu'est-ce qui est inacceptable pour la FAPAL?*", le second "*qu'est-ce qui est souhaitable ?*". Les résultats seront exploités le lendemain et permettront de dégager les éléments d'une "charte pour FAPAL"

Ce type de recherche est pleinement adapté pour déterminer la position que prend une association paysanne par rapport à l'avenir (le "cœur" du DOS de l'UGPM).

⁶ Pour l'UGPM, on pourrait prendre aujourd'hui le "plan REVA"

3) lecture longitudinale de l'évolution historique : repérage des constantes

Certaines constantes se retrouvent, sous des formes différentes, tout au long de l'histoire de cette région. On peut en repérer sept :

1. une sollicitation permanente de la "ressource humaine" et une exploitation constante de sa mobilité

Périodes	étapes	Exploitation / Mobilité ressource humaine
Le temps de la souffrance	1) jusque 1886 (<i>féodalité</i>)	Traite esclavagiste
	2) 1886/1918 (<i>mise en place traite arachide</i>)	École des chefs ; utilisation main d'œuvre d'autres régions d'AOF dans les comptoirs (quartiers lébou, bambaras...) Recrutement soldats 14/18
	3) 1918/1950 (<i>développement traite</i>)	Premiers daras Recrutements soldats 39/45
L'espoir	4) 1950/1960 (<i>transition</i>)	Retour anciens combattants Scolarisation enfants
De l'espoir au doute	5) 1960/1966 (<i>nouvelle organisation du. Monde rural</i>)	1963 : début exode rural ; utilisation main d'œuvre temporaire autres régions (Casamance) en hivernage
	6) 1966/74 (<i>les grandes crises</i>)	1973 : Déplacements population pendant sécheresse
Transition	7) 1974/79 (<i>transformations de la société</i>)	Accentuation exode (exemple : Risso)
L'entrée dans nouvelle société et nouvelle économie	8) 1979/84 (<i>sortie de l'encadrement</i>)	Nouvelle vague exode Formation des femmes
	9) 1984/1994 (<i>1^{er} choc libéralisme</i>)	Envoi d'enfants à Dakar pour apprendre nouveaux métiers Jeunes vont à Mbour et St Louis faire la pêche Déplacements familles vers Touba Migrations vers autres pays Afrique (centrale, côtière)
	10) 1994/2000 (<i>nouvelles stratégies</i>)	Accentuation déménagements vers Touba Migrations vers l'Europe
	11) 2000/2003 (<i>2^{ème} choc libéralisme</i>)	
	12) 2003/2007 (<i>nouvelles chances ?</i>)	2006 : migrations clandestines

2. exposition régulière aux calamités (précarité)

Périodes	Étapes	Calamités
Le temps de la souffrance	1) jusque 1886 (<i>féodalité</i>)	1860 : cheptel détruit par maladie
	2) 1886/1918 (<i>mise en place traite arachide</i>)	1915 : peste 1914/18 : guerre
	3) 1918/1950 (<i>développement traite</i>)	1921/27 : peste – 1943/45 : famine Gomis – 1941/42 : plus de vêtements – 1942 : réquisitions commandant Co – 1942, 1944 : pluies contre-saison – 1944 : variole – pénurie jusqu'en 1947
L'espoir	4) 1950/1960 (<i>transition</i>)	
De l'espoir au doute	5) 1960/1966 (<i>nouvelle organisation du. Monde rural</i>)	1955 : sécheresse Serigne Bassirou Maacké
	6) 1966/74 (<i>les grandes crises</i>)	1972/74 : grande sécheresse ; pénurie 1973
Transition	7) 1974/79 (<i>transformations</i>)	(<i>fin précarité accès à l'eau</i>)
L'entrée dans nouvelle société et nouvelle économie	8) 1979/84 (<i>sortie de l'encadrement</i>)	
	9) 1984/1994 (<i>1^{er} choc libéralisme</i>)	1987/88 : invasion acridienne (endettement)
	10) 1994/2000 (<i>nouvelles stratégies</i>)	
	11) 2000/2003 (<i>2^{ème} choc libéralisme</i>)	2002 : naufrage Djola début 2004 : pluies contre-saison (pertes bétail)
	12) 2003/2007 (<i>nouvelles chances ?</i>)	2004 : invasion acridienne

3. aléas pour le paysan des accords politiques et sociaux

Périodes	Étapes	Accords, alliances
Le temps de la souffrance	1) jusque 1886 (<i>féodalité</i>)	Ère des <i>Ceddo</i> , déclin du pouvoir paysan des <i>laman</i>
	2) 1886/1918 (<i>mise en place traite arachide</i>)	Alliance notables/colons (1911 : école ; Meckhé commune de plein exercice) – alliance <i>Djarafs</i> /colons/traitants Ralliement à la France Libre (bombardement Dakar 1941)
	3) 1918/1950 (<i>développement traite</i>)	Alliance pouvoir religieux/pouvoir économique 1945 : Lamine Gaye/Senghor
L'espoir	4) 1950/1960 (<i>transition</i>)	1951 : l'élection de Senghor avec voix paysannes 1952 : visite de Gaulle à Dakar (annonce indépendance)
De l'espoir au doute	5) 1960/1966 (<i>nouvelle organisation du Monde rural</i>)	1960 : fin commerce traite, programme agricole – 1964 : loi domaine national – nouvelle organisation du monde rural (loi coopérative en 63)
	6) 1966/74 (<i>les grandes crises</i>)	1969 : Test décentralisation Méouane – annulation dette ; 1972 : création communes rurales région de Thiès
Transition	7) 1974/79 (<i>transformations de la société</i>)	1979 : suppression programme agricole, dissolution ONCAD
L'entrée dans nouvelle société et nouvelle économie	8) 1979/84 (<i>sortie de l'encadrement</i>)	1981 : dernière abolition de la dette – " <i>Monsieur forage et Madame moulin</i> " - les paysans ne paient pas la taxe rurale – activité des CERP
	9) 1984/1994 (<i>1^{er} choc libéralisme</i>)	84 : réforme loi coopérative ; loi GIE – suppression des sociétés d'encadrement
	10) 1994/2000 (<i>nouvelles stratégies</i>)	1996 : loi de régionalisation - 1997 : concertations État/CNCR ; programme de relance agricole – 1999 : CLCOP de Koul
	11) 2000/2003 (<i>2^{ème} choc libéralisme</i>)	2000 : alternance – 2002 : suppression SONAGRAINES : à partir de 2001 : programmes spéciaux
	12) 2003/2007 (<i>nouvelles chances ?</i>)	2004 : LOASP – 2006 : plan REVA – 2007 : élections présidentielles

4. influence des technologies et effets des équipements

Périodes	Étapes	Nouvelles technologies et équipements	
Le temps de la souffrance	1) jusque 1886 (<i>féodalité</i>)	Avant 1885 : télégraphe	Transports à pied, à cheval et à dos de chameau
	2) 1886/1918 (<i>mise en place traite arachide</i>)	1885 : chemin de fer Dakar/St Louis	
	3) 1918/1950 (<i>développement traite</i>)	1931 : premiers semoirs mécaniques (Fabre) 1930/45 : route Dakar/St Louis	
L'espoir	4) 1950/1960 (<i>transition</i>)	50 : animaux dans les travaux agricoles ; électrification Meckhé 53 : pénurie semences – 54 : boulangeries traditionnelles – 57/58 : radio ; 1989 : gare routière Meckhé (camions)	
De l'espoir au doute	5) 1960/1966 (<i>nouvelle organisation du Monde rural</i>)	61 : machinisme agricole (houe sine) ; à partir 61 : charrettes hippomobiles ; 85 : machins à houe, engrais chimiques, nouvelles variétés arachide (Fourrier)	
	6) 1966/74 (<i>les grandes crises</i>)	68 : pénurie matériel agricole - 72 : alignement des villages (lotissements)	
Transition	7) 1974/79 (<i>transformations de la société</i>)	Souleveuses arachide ; puits hydrauliques dans villages ; 75 : boulangerie industrielle Meckhé ; 76 : premières batteuses à mil ; 78 : OPTT (téléphone)	
L'entrée dans nouvelle société et nouvelle économie	8) 1979/84 (<i>sortie de l'encadrement</i>)	1980 : premiers forages – 1962 : ICS Taïba – 1983 : adductions d'eau (lac de Guiers) – 1983 : fermeture chemin de fer	
	9) 1984/1994 (<i>1^{er} choc libéralisme</i>)	85/89 : manioc, niébé bissap comme cultures de rente - Autour 1987 : généralisation batteuses à mil (abandon greniers) – relance artisanat du fer (machinisme agricole) et du cuir	
	10) 1994/2000 (<i>nouvelles stratégies</i>)	Nouveaux forages dans les villages (Word Vision) Développement des SFD – télé-centres et points phones	
	11/12) 2000/2007 (<i>2^{ème} choc libéralisme</i>)	2002 : disparition capital semencier - Solaire dans les villages ; équipements apportés par migrants – téléphone mobile	

5. l'importance constante du commerce

Périodes	Étapes	le développement du commerce
Le temps de la souffrance	1) jusque 1886 (<i>féodalité</i>)	Premières installations de comptoirs à Meckhé
	2) 1886/1918 (<i>mise en place traite arachide</i>)	Poursuite commerce du sel par les maures Les traitants investissent dans la construction des comptoirs
	3) 1918/1950 (<i>développement traite</i>)	Multiplication des établissements commerciaux – à partir de 1930, les syro-libanais s'installent (nouvelle forme commerce) – "crédit Batignoies" (habitudes de consommation)
L'espoir	4) 1950/1960 (<i>transition</i>)	Nouveaux produits de consommation importés (montres, radio, gadgets) – farine usinée
De l'espoir au doute	5) 1960/1966 (<i>nouvelle organisation du. Monde rural</i>)	Fermeture des comptoirs – les traitants quittent Meckhé
	6) 1966/74 (<i>les grandes crises</i>)	Fin du commerce du sel par les maures
Transition	7) 1974/79 (<i>transformations</i>)	
L'entrée dans nouvelle société et nouvelle économie	8) 79/84 (<i>sortie encadrement</i>)	
	9) 1984/1994 (<i>1^{er} choc libéralisme</i>)	1989 : départ des maures et sénégalisation de leurs boutiques – 89 : suppression stabilisation des prix (riz) - mil, niébé, manioc deviennent produits de rente (échecs) ; tentative commercialisation produits agricoles transformés (échec)
	10) 1994/2000 (<i>nouvelles stratégies</i>)	Certains commerçants spéculent avec succès sur la dévaluation et s'enrichissent. – organisation exportation produits artisanaux → l'Europe – mise en place des filières des charretiers → Dakar
	11) 2000/2003 (<i>2^{ème} choc</i>)	Difficultés commercialisation carreau-usine
	12) 2003/07 (<i>nouvelles chances</i>)	Concurrence produits marocains et chinois

6. l'importance des réactions sociales et du ferment religieux

Périodes	Étapes	Actions sociales
Le temps de la souffrance	1) jusque 1886 (<i>féodalité</i>)	1883 : fondation du mouridisme ; premiers daras
	2) 1886/1918 (<i>mise en place traite arachide</i>)	1895 : départ en exil de Cheikh Ahmadou Bamba
	3) 1918/1950 (<i>développement traite</i>)	Les marabouts entrent dans la culture de l'arachide (multiplication daras) – 1922 : décès Cheikh El Hadj Malick Sy – 1927 : décès Cheikh Ahmadou Bamba 1944 : grèves des chemins de fer
L'espoir	4) 1950/1960 (<i>transition</i>)	Résistance paysanne au Djaraf dans certains villages – tensions succession chez Tidjani (1957 : décès Serigne Babacar Sy et El Hadj Mnsour Sy)
De l'espoir au doute	5) 1960/1966 (<i>nouvelle organisation du. Monde rural</i>)	Organisation coopérative
	6) 1966/74 (<i>les grandes crises</i>)	66/67 : Insoumission paysanne (soutien des marabouts) – 68 : grève des élèves
Transition	7) 1974/79 (<i>transformations de la société</i>)	1976 : création FONGS - 1977 : "réveil religieux" - 1978 : premières réflexions dans les villages autour du problème de l'eau/charge des femmes (Risso) –
L'entrée dans nouvelle société et nouvelle économie	8) 1979/84 (<i>sortie de l'encadrement</i>)	1981 : création AJAM/AJR ; 82 : formalisation GPF ; comités de santé – 79/84 : utilisation des fêtes religieuses pour obtenir parrainage et aides financières
	9) 1984/1994 (<i>1^{er} choc libéralisme</i>)	1985 : création UGPM 1993 : création CNCR
	10) 1994/2000 (<i>nouvelles stratégies</i>)	Émergence nouvelles OP (EGAM, FADEC...) UGPM : entrée dans les programmes
	11) 2000/2003 (<i>2^{ème} choc libéralisme</i>)	2000 : Création ROPPA AG 2000 UGPM : génération actuelle des programmes
	12) 2003/2007 (<i>nouvelles chances ?</i>)	Les OP sont "bridées" – organisation de marches ; manifestation paysanne nationale de 2003 à Dakar – conférence de presse CNCR de 2005 (?)

7. l'influence des facteurs internationaux

Périodes	Étapes	Événements sur le plan international
Le temps de la souffrance	1) jusque 1886 (<i>féodalité</i>)	XVI ^{ème} siècle : développement du commerce atlantique et déclin de l'empire du Jolof
	2) 1886/1918 (<i>mise en place traite arachide</i>)	1 ^{ère} guerre mondiale – mise en place de la politique de spécialisation économique dans l'empire colonial
	3) 1918/1950 (<i>développement traite</i>)	Poursuite politique coloniale Renforcement mouvement ouvrier international 2 ^{ème} guerre mondiale (engagement du Sénégal du coté des "alliés") Création de l'ONU (déclaration Universelle des droits de l'homme) création du FMI et de la Banque Mondiale
L'espoir	4) 1950/1960 (<i>transition</i>)	Préparation décolonisation 1956 : Loi cadre (Loi Defferre)
De l'espoir au doute	5) 1960/1966 (<i>nouvelle organisation du. Monde rural</i>)	Baisse tendancielle des cours mondiaux de l'arachide Détérioration des termes de l'échange
	6) 1966/74 (<i>les grandes crises</i>)	Premier choc pétrolier
Transition	7) 1974/79 (<i>transformations de la société</i>)	
L'entrée dans nouvelle société et nouvelle économie	8) 1979/84 (<i>sortie de l'encadrement</i>)	
	9) 1984/1994 (<i>1^{er} choc libéralisme</i>)	1989 : conflit sénégal-mauritanien -- 1994 : dévaluation franc CFA - 1994 : conférence de Praia (CILSS) → participation OP
	10) 1994/2000 (<i>nouvelles stratégies</i>)	1995 : PASA/PISA 1997 : PSAOP
	11) 2000/2003 (<i>2^{ème} choc libéralisme</i>)	2001 : NEPAD
	12) 2003/2007 (<i>nouvelles chances ?</i>)	2005 ;: rupture relations avec Taïwan – 2006 : visite Wade en Chine (accords commerciaux)

La mise à jour de ces 7 "constantes" permet d'identifier des **facteurs majeurs** liés à la structure profonde de l'organisation de la société de cette région et qui la reçoivent en permanence. Il faudra les prendre en compte dans la définition des orientations stratégiques de l'UGPM

4) le "croisement" de l'histoire de la région de Meckhé et de celle de l'UGPM

L'histoire de l'UGPM est indissociable de celle de son environnement : à la fois elle en est le produit et contribue, par les choix qu'elle fait et les actions qu'elle mène, à l'évolution de la région. L'enjeu du DOS est justement de mieux raisonner les options majeures de l'UGPM pour qu'elles contribuent à une évolution positive de la condition paysanne.

Ce croisement a été fait lors de l'atelier de mars 2007 (voir les encadrés qui apparaissent à partir de 1981). Il doit en permanence être gardé à l'esprit.

Meckhé, le 29 mars 2007

À l'avenir, l'UGPM devra être particulièrement attentive :

À L'EXTÉRIEUR

À sa connaissance du contexte global

- politiques de développement
- relation avec l'État

À comprendre les dynamiques locales

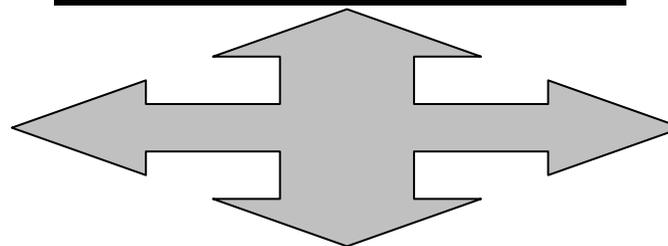
- les mutations sociales et politiques
- l'évolution des inégalités
- l'inégalité dans les familles
- une économie basée sur l'extérieur

À son ouverture aux autres

- elle devra être très attentive à son ouverture
- surtout à la concertation avec les autres organisations

À ses orientations

- Sa vocation
- L'UGPM doit savoir que le développement de la zone, c'est son développement
- À la famille, en tant que base de la production
- Renforcer l'exploitation familiale (rechercher financements dans ce sens)
- Mieux prendre en compte l'exploitation familiale



À sa cohérence

- éviter la dispersion
- éviter trop de contradictions
- éviter trop d'instances et de groupements
- veiller à la cohérence des programmes
- veiller à l'évolution des programmes

AU CŒUR

À ses rapports avec ses membres

- attention aux préoccupations de ses membres
- mieux prendre en considération les idées des paysans pour aller de l'avant
- partager l'information avec ses membres
- redéfinir face à ses membres son rôle et ses responsabilités
- mobilisation active des membres pour qu'ils connaissent leur rôle
- implication des acteurs dans la prise de décision

À son efficacité, à la qualité de ce qu'elle offre

- reconstitution du capital semencier
- la production des semences
- la culture de semences de qualité
- dotation de semences à l'heure
- la pratique du crédit

ses façons de faire

- pour choisir les producteurs de semences
- pour choisir les programmes qu'elle accorde aux producteurs
- au choix des hommes
- aux crédits qu'elle donne
- à ne pas faire la politique

À L'INTÉRIEUR